



Séminaires d'apprentissage en ligne : séance 5

Une action collective promouvant l'égalité des genres pour mettre fin au mariage des enfants

Points principaux

- Il est impossible de mettre fin au mariage des enfants¹ sans remédier aux **causes profondes des inégalités de genre** et il est impossible de réaliser l'égalité des genres sans remédier au mariage des enfants². À cette fin, une action collective promouvant l'égalité des genres s'impose.
- **Les approches qui ne promeuvent pas l'égalité des genres** risquent d'avoir des incidences minimales, voire négatives, sur le bien-être, la sécurité et la capacité d'agir des filles. Par ailleurs, elles ne contribuent pas à favoriser ni à accélérer de manière durable les progrès vers la fin du mariage des enfants.
- Les actions promouvant l'égalité des genres :
 - visent la transformation des normes sociales et des comportements *et* la création de politiques, d'institutions, de pratiques économiques et de services transformateurs centrés sur l'égalité des droits des femmes et des filles, dans toute leur diversité ;
 - **sont nécessaires pour accélérer les progrès**, lesquels doivent être quinze fois plus rapides pour atteindre la cible de zéro mariage d'enfant à l'horizon de 2030 des Objectifs de développement durable (ODD) ;
 - s'appuient sur **les compétences, les connaissances et le leadership** d'individus et d'organisations. Ces aspects peuvent être renforcés au moyen d'un **parcours de transformation de la conception des genres**³, lequel nécessite des investissements et un appui soutenus.

Définition de l'action collective promouvant l'égalité des genres :

- Mener des actions collectives promouvant l'égalité des genres, cela signifie remédier aux causes profondes des inégalités de genre. Ces actions :
 - encouragent des normes positives ;
 - favorisent l'examen critique des inégalités, des rôles de genre, des normes et des dynamiques de pouvoir ;
 - transforment les structures sociales sous-jacentes, les politiques et les comportements qui perpétuent et légitiment les inégalités de genre.

« Pour qu'un arbre ne repousse plus, il ne faut pas couper une branche, il faut le déraciner. »

¹ Le terme « mariage des enfants » englobe ici toutes les formes de mariages et d'unions d'enfants, précoces et forcés dont au moins une des parties n'a pas 18 ans.

² Filles, Pas Epouses, [La voie vers l'égalité des genres passe par la fin des mariages d'enfants, précoces et forcés](#), 2020.

³ Le guide d'animation *Parcours de transformation de la conception des genres*, destiné aux professionnel·le·s d'organisations de la société civile, est une adaptation de l'outil d'accélération de la transformation du genre du Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à mettre fin au mariage d'enfants. Il a été utilisé en 2022 par Filles, Pas Epouses dans le cadre d'un projet pilote au Mozambique et au Nigeria et sera publié en 2023.

- Les actions promouvant l'égalité des genres doivent être adaptées au contexte et fondées sur une compréhension de l'intersectionnalité⁴. Cela signifie reconnaître l'existence d'une diversité d'expériences vécues et d'identités de genre, ainsi que le fait que certaines personnes sont plus vulnérables au mariage des enfants.
- Voici les six éléments fondamentaux de l'action promouvant l'égalité des genres⁵ :
 1. Compétences, capacité d'agir et leadership des filles.
 2. Environnement porteur, famille et mobilisation des communautés.
 3. Transformation des masculinités néfastes et implication des hommes et des garçons.
 4. Services et collaboration multisectorielle.
 5. Politiques et lois, changements structureaux, partenariats institutionnels.
 6. Efforts de transformation des normes et des inégalités de genre, et ce dans l'ensemble du travail qui touche au genre.
- L'action collective est au cœur de toute approche exhaustive fondée sur les droits visant à catalyser le changement aux niveaux individuel et institutionnel. Cette action collective se traduit par :
 - une collaboration multisectorielle en faveur de services publics promouvant l'égalité des genres, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale ;
 - la transformation des normes sociales, des rôles de genre et des dynamiques de pouvoir discriminatoires afin d'ouvrir des possibilités autres que le mariage des enfants et de créer les conditions permettant aux filles et aux femmes d'exercer leurs droits en toute sécurité et dignité.

Le mariage des enfants et l'égalité des genres

- *Filles, Pas Epouses* aspire non seulement à l'avènement d'un monde sans mariages d'enfants, mais à un monde où les filles et les femmes jouissent du même statut que les garçons et les hommes et peuvent réaliser leur plein potentiel.
- En Afrique, les femmes font l'objet d'un niveau de discrimination parmi les plus élevés au monde. Notamment, leur pouvoir décisionnel au sein de leur famille est très limité. Lorsque cette famille est également touchée par la pauvreté, une crise ou les deux, peu de filles sont libres de choisir de se marier ou non, à quel moment et avec qui⁶.
 - Seize pour cent (16 %) des femmes considèrent acceptable que leur partenaire soit l'unique responsable des décisions concernant l'argent, y compris l'argent qu'elles ont elles-mêmes gagné.
 - Les femmes consacrent en moyenne quatre fois plus de temps que les hommes aux responsabilités familiales.

⁴ *Filles, Pas Epouses*, [Approche intersectorielle et mariage des enfants](#), 2022.

⁵ Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à mettre fin au mariage des enfants, [Note technique sur les approches transformatrices du genre](#), 2019.

⁶ Social Institutions and Gender Index (SIGI), [Regional Report for Africa](#), 2021.

- L'acceptation de la violence familiale a légèrement diminué ces dix dernières années, mais même aujourd'hui, près de la moitié des filles et des femmes croient qu'un mari peut avoir raison de battre sa femme.
- Pour mettre fin au mariage des enfants à l'horizon de 2030 (et atteindre la cible des ODD) ou à l'horizon de 2063 (et atteindre l'objectif de l'Union africaine), les progrès doivent accélérer considérablement en Afrique⁷.
 - En 2030, le taux de prévalence sera de 35 % dans la région de l'Afrique de l'Ouest et centrale et de 27 % dans celle de l'Afrique de l'Est et australe⁸.
 - Les progrès doivent accélérer annuellement de 26,5 % et de 31,4 % au Mozambique et au Nigeria, respectivement, pour atteindre la cible de zéro mariage d'enfant en 2030.
 - Six des 10 États où les inégalités de genre sont les plus prononcées se trouvent en Afrique et tous sont considérés comme fragiles⁹. Les données montrent que l'impact de la COVID-19, des conflits et de la crise climatique sur la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les déplacements de populations a augmenté le nombre de filles vulnérables au mariage des enfants.

Risques liés à l'absence d'approche promouvant l'égalité des genres

- Perpétuation du mariage des enfants en raison de l'absence de possibilités autres que le mariage. Pour créer de telles possibilités, on doit créer des systèmes, des services et des politiques qui appuient les choix des filles concernant le mariage, la famille, l'autonomie corporelle et l'emploi.
- Lorsque l'âge minimum légal de mariage est augmenté sans remédier aux causes profondes du mariage des enfants, la pratique a lieu dans la clandestinité ou est remplacée par des unions non officielles. Ces modifications juridiques peuvent également reporter l'âge de mariage, mais sans réellement changer quoi que ce soit au pouvoir décisionnel, au statut et à la sécurité des filles et des adolescentes.
- Les personnes qui remettent en question le statu quo sont exposées à un risque accru de réactions hostiles s'il n'existe pas d'environnement porteur ni de soutien pour le militantisme et le plaidoyer.
- Les progrès sont fragiles lorsque les gains, plutôt que de découler d'une approche fondée sur les droits, sont des concessions données en cadeau par les personnes au pouvoir.
- On impose injustement la responsabilité de changer les choses aux filles qui ont le moins de pouvoir, de temps et de ressources pour provoquer ces changements.
- Les relations de pouvoirs inégales et les privilèges peuvent être renforcés si le dialogue avec les institutions et les personnes qui occupent des postes de pouvoir ne s'appuient pas une compréhension profonde et contextuelle des relations de pouvoir.

⁷ UNICEF, [Towards ending harmful practices in Africa: A statistical overview of child marriage and female genital mutilation](#), 2022.

UNICEF, [Le mariage d'enfants en Afrique de l'Ouest et centrale : Aperçu statistique et réflexion sur l'élimination de cette pratique](#), 2022.

⁹ OECD, [States of Fragility](#), Côte d'Ivoire, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Tchad et Sierra Leone, 2018, p. 11.

- Si l'éducation des filles ne s'accompagne pas d'actions visant à accroître leur autonomie et leur pouvoir décisionnel, le corps et l'avenir des filles peuvent être traités comme des marchandises et leur niveau d'éducation ne fait qu'augmenter le prix de la fiancée.

L'action promouvant l'égalité des genres dans la pratique : comment le pouvoir et les ressources ont été changés à l'appui des filles au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda

- Les partenariats nationaux et les coalitions de *Filles, Pas Epouses* [du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda](#) ont eu recours à une approche écosystémique centrée sur la capacité d'agir et la voix des filles en vue de transformer les normes et les systèmes socioéconomiques et de créer des possibilités autres que le mariage des enfants. Plus précisément, voici les actions qui ont été menées :
 - Mobilisation des garçons et des hommes, des leaders traditionnels et religieux et des groupes de jeunes en vue de transformer les masculinités néfastes et de les amener à dénoncer la discrimination de genre et le mariage des enfants.
 - Plaidoyer en faveur de politiques, de budgets et d'institutions qui s'appuient sur des données avérées et sur une relation positive avec les médias – ce qui a mené à l'adoption d'une deuxième Stratégie nationale pour mettre fin au mariage des enfants et aux grossesses d'adolescentes en Ouganda.
 - Création et soutien d'un réseau de jeunes militant·e·s qui dénoncent le mariage des enfants dans leurs communautés.

Amélioration de l'action promouvant l'égalité des genres dans la pratique : le parcours de transformation de la conception des genres de *Filles, Pas Epouses* au Mozambique et au Nigeria

- Le parcours de transformation de la conception des genres de *Filles, Pas Epouses* a été utilisé par la Coligação para Eliminação dos Casamentos Prematuros ([CECAP](#)) du Mozambique et la National [Coalition](#) of Civil Society Organisations to End Child Marriage au Nigeria dans le cadre d'un projet pilote soutenu par l'UNICEF, avec l'appui financier de l'Initiative Spotlight UE-ONU.

Prévalence du mariage des enfants :

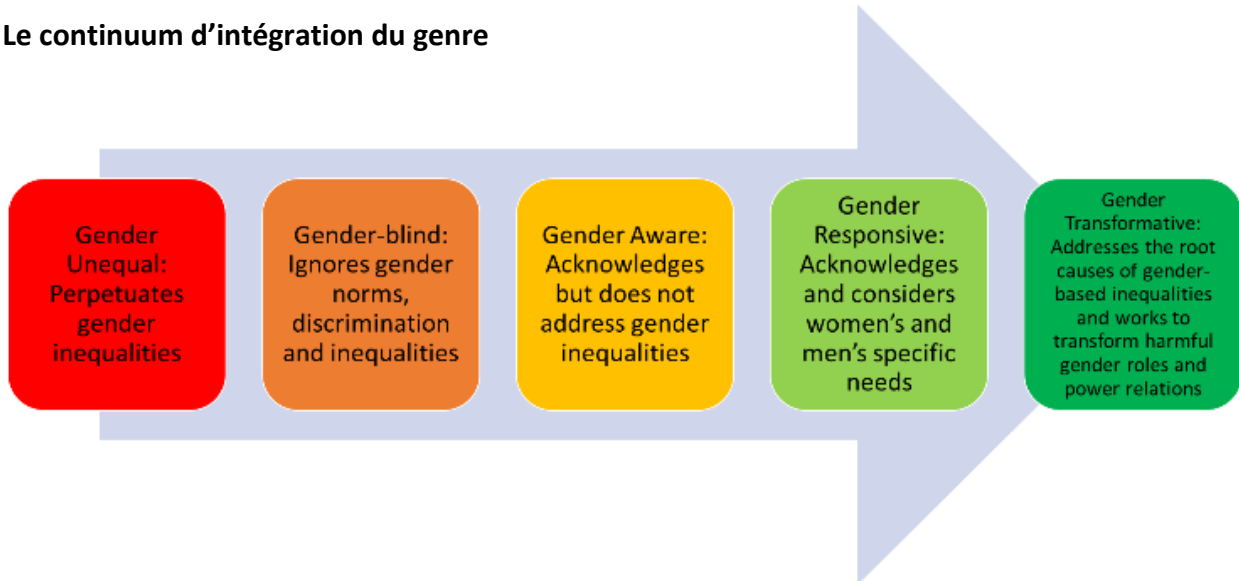
Nigeria : **43 %**

Mozambique : **53 %**

- *Filles, Pas Epouses* et ses membres se sont appuyé·e·s sur [l'outil d'accélération de la transformation du genre](#) de l'UNFPA/UNICEF pour créer un « parcours de transformation de la conception des genres » à l'intention des organisations de la société civile (OSC). Au moyen d'ateliers, le parcours encourage la réflexion critique et la planification de mesures pour mettre fin au mariage des enfants.

- Ce parcours de transformation de la conception des genres a contribué à renforcer les compétences, les connaissances et le leadership de professionnel·le·s membres de partenariats nationaux et de coalitions. Plus précisément, ces professionnel·le·s ont pu analyser leur propre

Le continuum d'intégration du genre



position au sein du continuum d'intégration du genre dans le but de renforcer leur action collective de promotion de l'égalité des genres.

- Le guide d'animation *Parcours de transformation de la conception des genres*¹⁰ favorise une prise en compte de la dimension de genre et une réflexion critique quant aux conséquences des normes de genres, des rôles de genre et des relations de pouvoir inégales. Il aide ainsi les partenariats et autres coalitions d'OSC à bien choisir les priorités de plaidoyer et les approches les plus susceptibles de : créer des possibilités autres que le mariage des enfants ; transformer et surmonter les obstacles qui s'opposent à la réalisation des droits, de la capacité d'agir et de l'autonomie des filles, des femmes et des minorités de genre ; et renforcer la capacité des filles de décider si elles souhaitent se marier, quand et avec qui.
- Le guide *Parcours de transformation de la conception des genres* contient également un questionnaire d'autoévaluation créé par *Filles, Pas Epouses*. Ce questionnaire permet aux organisations d'examiner leurs capacités organisationnelles en matière d'actions promouvant l'égalité des genres.

¹⁰ Le guide *Parcours de transformation de la conception des genres* est adapté de l'outil d'accélération de la transformation du genre du Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à mettre fin au mariage d'enfants. Il a été utilisé en 2022 dans le cadre de projets pilotes de *Filles, Pas Epouses* au Mozambique et au Nigeria et sera publié en 2023.

Vous souhaitez entamer votre propre parcours de transformation de la conception des genres ? Prenez contact avec le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* ou avec l'un·e des panélistes ayant fait part de son expérience du processus jusqu'à maintenant.

- D'après les commentaires des participant·e·s, le parcours de transformation de la conception des genres :
 - nous a donné l'occasion d'améliorer notre capacité d'analyse du genre et d'élargir notre compréhension des nombreuses causes sous-jacentes et interreliées des inégalités de genre et de leur lien avec les unions précoces et le mariage des enfants ;
 - nous a aidé·e·s à mieux nous connaître, à souligner nos forces et à préciser les points à améliorer pour surmonter les obstacles à la réalisation des droits et de la capacité d'agir des filles ;
 - nous a aidé·e·s à établir une compréhension mutuelle des dynamiques et des structures de pouvoir qui renforcent les inégalités de genre, notamment la manière dont les normes et les rôles associés aux genres perpétuent ces inégalités, ainsi que les liens entre l'autonomie corporelle et la violence basée sur le genre ;
 - a redoublé notre engagement à axer notre action sur les besoins et les expériences des filles et les femmes, dans toute leur diversité – en particulier celles les plus vulnérables au mariage des enfants ;
 - nous a encouragé·e·s à tirer le meilleur parti de l'expertise de notre coalition ;
 - nous a poussé·e·s à réfléchir aux moyens de transformer les masculinités néfastes et à collaborer avec les leaders traditionnels et religieux de manière plus efficace, ainsi qu'aux approches à adopter pour transformer le pouvoir, les privilèges et les normes discriminatoires lors de discussions dans un contexte délicat ;
 - nous a aidé·e·s à réfléchir davantage aux moyens de renforcer l'autonomie économique et le leadership des filles, compte tenu du lien entre le mariage des enfants et la pauvreté et de la nécessité d'offrir des possibilités économiques autres que le mariage des enfants ;
 - nous a encouragé·e·s à prendre garde d'utiliser un vocabulaire non sexiste, inclusif et fondé sur les droits dans notre travail de plaidoyer et auprès des communautés ;
 - nous a redonné de l'énergie en tant que groupe : nous partageons nos apprentissages, nos communications s'améliorent et nous ne travaillons plus en vase clos.

« La personne la mieux placée pour dire où des chaussures sont inconfortables, c'est celle qui les porte. »

« Ce que les leaders religieux et traditionnels pensent et disent influence également ce que pensent leurs adeptes. »